

INGÉNIERIE SYSTÉMIQUE

Infrastructure logicielle d'un système social

Propositions structurelles et mécaniques

Davy Hoyau

Table des matières

1 - <i>Introduction</i>	5
2 - <i>Des contradictions inhérentes</i>	8
2.1 - L'investissement.....	9
3 - <i>La fin du court-termisme</i>	10
4 - <i>Des échelles de mesure</i>	12
4.1 - La séparation de l'église et de l'état.....	14
4.2 - Une croissance qualitative.....	14
4.3 - Phase 1 : tout appartient à l'état.....	15
4.4 - Phase 2 : Tous les revenus sont centralisés et normalisés.....	16
5 - <i>Les trois secteurs structurels</i>	17
5.1 - La monnaie algorithmique.....	17
5.2 - La valeur de l'information.....	19
5.3 - L'articulation des secteurs systémiques.....	20
5.3.1 - Le secteur des ressources (GREEN).....	21
5.3.2 - Le secteur industriel (BLUE).....	23
5.3.3 - Le secteur des biens réels (RED).....	24
5.3.4 - Les revenus.....	26
5.3.4.1 L'emploi.....	26
5.3.5 - Le pôle organisationnel.....	27
5.4 - "Le système".....	28
6 - <i>Le fonctionnement</i>	29
6.1 - La croissance qualitative.....	29
6.2 - Les buts à court-terme.....	29
6.3 - L'abolition des brevets.....	30
6.4 - L'abondance.....	30
6.5 - Les chaînes de conséquences.....	30
6.6 - Les estimations automatiques et manuelles.....	31
6.7 - Les notations publiques.....	31
7 - <i>Les Clusters</i>	31
7.1 - La politique algorithmique.....	33
8 - <i>Bilan</i>	33
8.1 - Quelques conséquences attendues.....	34
8.1.1 - Justice sociale.....	34
8.1.2 - La sociométrie.....	34
8.1.3 - Les biens immatériels.....	35
8.1.4 - La robotisation et le gain de productivité.....	35
8.1.5 - Le progrès énergétique.....	35

8.1.6 - La vie sociale.....	36
8.1.7 - L'économie recherchée.....	36
8.1.8 - Le commerce.....	36
8.1.9 - La liberté.....	36
8.1.10 - Le phénomène de gratuité.....	37
8.1.11 - Les inactifs et l'héritage.....	37
9 - <i>Résumé</i>	38
10 - <i>De l'idée à la réalité</i>	38
11 - <i>Conclusion</i>	39
11.1 - <i>Attention</i>	40
11.2 - <i>Ce qu'il faut retenir</i>	41
12 - <i>schéma</i>	42
13 - <i>Petit mot de l'auteur</i>	43

1 - Introduction

Le terme "changer de système" est de plus en plus récurrent dans le débat public, et aussi abrupt que cela soit, c'est à cette conclusion que convergent les meilleures analyses.

Malgré cela il y a très peu de réponses qui traitent objectivement des solutions simples et claires qui portent sur une solution qui soit idéale. Le fait est qu'on n'a plus trop le temps d'attendre d'infimes variations qu'elles portent leurs fruits pour pouvoir s'intéresser ensuite à d'autres infimes variations.

Quand les solutions présentées sont insuffisantes, en plus d'être malmenées, la posture révolutionnaire consiste à partir d'une page blanche pour avoir les idées claires et une maîtrise complète des processus, quitte à se tromper, avec au moins la capacité de corriger ses erreurs.

La première réaction est de définir ce que nous voulons obtenir par le rejet des constats les plus significatifs, si tant est qu'on soit capables de le définir avec la plus belle exactitude. Nous avons bâti un système social qui s'est enfermé dans le futile, incapable de traiter avec les problèmes les plus crutcaux, et finalement contre-productif au point de mettre en péril l'avenir de l'humanité. Les dangers qui nous menacent portent sur la simple survie alimentaire à moyen-long terme, sur l'effondrement écologique, l'accaparement des richesses par le plus petit nombre, la pauvreté, la guerre, la famine, et la menace d'une dictature aliénée visant à conserver un pouvoir dont l'intérêt est purement égotique.

Mais il y a une autre approche qui n'est presque jamais abordée, qui consiste à définir les objectifs idéaux, indépendamment de toutes les contraintes du système actuel. Cette approche se base sur la foi selon laquelle on pourrait faire beaucoup mieux. Il s'agit d'affirmer qu'il est possible, avec des moyens identiques voire inférieurs, de produire une plus grande richesse. Finalement le terme que nous recherchons est celui de l'efficacité, vis-à-vis d'attentes qui seraient idéales.

A mon sens, ce que nous devons rejeter est la règle du jeu basé sur la propriété privée des moyens de production, la philosophie libérale créant une concurrence, et plus généralement le fait que les humains, les animaux et les ressources naturelles ne soient que des variables d'ajustement dans des stratégies de création de fortunes personnelles.

Outre la réappropriation publique des richesses et des moyens de

production, il faut s'interroger sur la raison d'être du système marchand, qui relève du principe de la valeur (qui dépend de la valeur de tous les autres biens), et sur la pratique du commerce, qui repose seulement d'une tradition antique.

Bien qu'aller jusqu'à remettre en cause le principe du commerce ne soit pas commode, l'idée fait son chemin dans le débat public. Plus généralement, le fait de "changer de système", "dépasser le dogme du libre-échanger" sont conclusions logiques auxquelles aboutissent les puissants rapports puissants édités par le GIEC (1) ou l'institut Veblen (2).

(1) ane4bf-datap1.s3-eu-west-1.amazonaws.com

(2) veblen-institute.org

La grande tristesse après la lecture de ces rapports est de rester sans solution, sachant pertinemment que celles proposées de bout des lèvres, avec une fragile crainte de ne pas fâcher les puissances financières, ne concernent que des constats "atomiques" [pris isolément les uns des autres, sans étudier les interactions ni la structuration], ce qui aura plus probablement pour effet que d'échanger un mal contre un autre de moindre intensité.

Or il est plus facile d'être certains d'adages qui consistent à dire que pour trouver une solution il faut sortir de son cadre, comme dirait Einstein (3).

(3) *"Un problème sans solution est un problème mal posé." ; "Un problème créé ne peut être résolu en réfléchissant de la même manière qu'il a été créé." ; "Une personne intelligente résout un problème. Une personne sage l'évite."* Albert Einstein

Le constat le plus flagrant est celui d'une inefficacité systémique, d'un mauvais usage des ressources, du gaspillage, de la destruction, et d'une injuste répartition des richesses. Le système capitaliste se comporte avec le monde comme il demande à ses habitants de se comporter entre eux, comme des consommateurs qui brûlent leurs ressources et en cherchent de nouvelles à brûler. Ce n'est pas un système créateur, c'est un système consommateur de richesses.

On veut que ne puisse plus avoir lieu les terribles injustices qui consistent à gaspiller d'un côté ce qui manque cruellement aux autres, et plus généralement à la perte d'efficacité et d'énergie qu'occasionne une organisation fondée sur la recherche du profit, ne cessant de créer et

d'entretenir des activités stériles voire nocives, embrigadés dans le besoin de créer de la valeur à tout prix.

La corruption, le fascisme, l'arnaque perpétuelle, la pollution, les violations du droit international, toutes ces joyeusetés du quotidien ne sont, disons-le pacifiquement, que des comportements logiques vis-à-vis de la règle du jeu. Dans un jeu (4), si vous perdez tout le temps, ce n'est pas que vous êtes mauvais, c'est seulement que le jeu est mal fait. Le jeu est constitué de routines simples, rigides et éternelles, et il ne sert à rien de casser son écran, ce qu'il faut c'est changer les règles.

(4) Dans un jeu de voitures qui lance des bombes sur les autres concurrents, le perdant est toujours celui qui part dernier, tandis que le premier n'a rien à craindre de la "concurrence".

Notons, à ce stade, que lorsque les règles ne plaisent pas aux capitalistes, eux n'hésitent pas à les changer, les contourner ou les ignorer. Quand un pacifique et un guerrier se rencontrent, le plus violent gagne, et dès lors les règles tendent à devenir guerrières. C'est pour éviter cette forme reconnue [par les philosophes] de "gravitation" qui fait tendre vers la dictature, qu'on érige des règles qui soient les mêmes pour tous.

Ce qu'il faut maintenant est que ces règles soient désirées et aimées, et non imposées et subies.

Dans ce que vous allez lire j'ai essayé d'établir des règles qui rendent inutile toute velléité de domination, de vol, d'arnaque, qui sont les seuls refuges pour ceux qui veulent se sortir du système social actuel qui est, seulement, mal pensé. Quand on met parfois en opposition la concurrence et la coopération [dans les thèses anticapitalistes], c'est dans cette étude [qui ne date pas d'hier] qu'est née cette mise en opposition, sensée être probante pour justifier un changement de système.

Il ne suffit pas de décréter de nouvelles règles, il faut qu'elles contribuent au fonctionnement du système. C'est un exercice difficile de faire la présentation de tout un système, étant donné qu'il s'agit de faire la description d'une dynamique faisant appel à des notions aussi diverses que sa structuration, ses principes et ses mécanismes, dans le but de produire un large spectre d'effets escomptés, qui ne peuvent pas tous être décrits explicitement.

L'intérêt d'un système est d'y loger les régissements qui sont la synthèse des réflexions afin d'en délester les citoyens. Et en même temps

la tendance naturelle à vouloir déléguer son intelligence au système doit être combattue. Pour ne pas rester figé sur des analyses qui tendent à dater d'un autre temps, le système doit être perméable aux évolutions qui sont autant de variables inconnues. Ainsi le juste équilibre entre ces vecteurs doit faire du système un copilote de l'évolution sociale.

2 - Des contradictions inhérentes

Selon l'angle par lequel on s'attaque à la question du système social, chacun aura une portée paradigmatique plus ou moins étendue, des effets plus ou moins contradictoires, et ne s'accorderont que sur une partie des constats et des besoins bien établis.

Qu'on s'attarde sur l'économie, la législation, les normes et le droit international, ou même sur les principes de propriété privée et d'argent-en-lui-même, on ne fait le plus souvent que nier l'évidence, à laquelle on est tant habitués, d'une société tiraillée entre des aspirations nobles et des besoins puissants, que le système social aura rendus contradictoires.

Un point de départ de l'analyse me semble très pertinent, est le moment [de la vie économique] où il s'agit de faire appel à un investissement, c'est à dire où il faut travailler à crédit en attendant une richesse prévue dans le futur. C'est un moment *inéluçtable* qui justifie tout le reste [de la construction babélique du système capitaliste]. Il y est question de promesse et de confiance.

Si on y regarde de plus près, cette inéluçtabilité se retrouve à petite échelle, au point que pour rentrer dans le système monétaire, il faut déjà avoir les richesses que seulement le système monétaire permet d'obtenir ; Le fait que la pauvreté agisse comme une prison et qu'elle soit endémique sont les effets de cet illogisme.

C'est un vice, pour un système qui se prétend universel, que de constater qu'en fait il n'est fonctionnel que sur la base de richesses existantes hors de lui-même, et qu'à la fois il rejette ce qui n'est pas rentable, humains comme déchets. Il est dit "prédateur", car il ne sait que consommer l'existant jusqu'à sa destruction, sans même penser à créer ce dont il aura lui-même besoin dans son futur. On peut aussi le qualifier d'inconséquent.

Dans le même temps il n'est qu'à peine capable de prodiguer le minimum vital à ses travailleurs, qui consacrent l'intégralité de leurs heures d'éveil à rembourser leur quotidien, sans aucune perspective d'avenir ni pour eux ni encore moins pour leurs descendants. Le moins

qu'on puisse observer est la formidable perte d'énergie occasionnée par l'enfermement dans la pauvreté, voire même le gâchis humain.

Et comme tout ce qui existe n'est prît en compte qu'en mesure de sa seule rentabilité, et comme il est impossible d'estimer financièrement des bienfaits pourtant évidents, l'énergie créatrice se concentre sur des tactiques de rentabilité au lieu de se consacrer à l'utilité de ce qu'ils font.

2.1 - L'investissement

Cette problématique n'avait pas été prévue à l'époque où des villages et des pays distants pratiquaient l'échange de biens réels, et uniquement de cela. Depuis ce temps les biens échangés ont changé de nature et d'échelle, et les richesses dans lesquelles puiser se situant à l'intérieur du système, il s'est transformé en une zone de guerre.

Le principe de propriété publique aurait pu résoudre ce problème, en mettant les moyens de production au service du peuple. Mais [historiquement] ceci s'est vite avéré un levier de pouvoir, dont la seule utilité est d'éviter d'avoir à subir la contradiction, et qui agit comme une drogue. Et en soi, cette solution n'est pas suffisante pour garantir une économie d'échelle, quoi que cela soit vertébral dans notre proposition. Nous allons devoir chercher une amélioration substantielle du rendement de l'énergie humaine, vis-à-vis d'attentes de toutes natures.

La problématique est : comment justifier une dépense d'énergie humaine dans une activité dont la valeur ne peut être estimée que dans un lointain futur ? Et par incidence, comment estime-t-on cette valeur, si par exemple on investit dans la recherche ou qu'on fait juste pousser un arbre ?

La question de l'investissement permet de s'intéresser à tous les secteurs dont on peut penser, sans se tromper, qu'ils ne sont pas compatibles avec la recherche de profits, tels que la santé, l'éducation, une information fiable, puis aux biens de première nécessité, l'alimentation, le logement, le transport, l'habillement...

Cette recherche de profit se traduit toujours par une baisse de qualité, la rareté, et une structurelle tendance à l'inconséquence de ses actes. C'est donc sur ces points qu'il faut se concentrer.

Et là où le principe du commerce est attaquant de façon probante, c'est en ce qu'il consiste à minimiser les coûts et à maximiser les prix, c'est à dire, littéralement, à piller les richesses, et à freiner le développement.

La monnaie elle-même a obtenu une valeur propre du fait du marché de la finance, de sorte qu'elle puisse, au final, s'auto-répliquer comme des petits pains, et exister hors du champ de l'économie réelle. Tout ceci est basé sur la foi selon laquelle "*c'est l'investissement global qui fait le profit global et par suite le profit individuel*" (5). L'investissement devient stratégique et il se pratique une sorte de communauté des puissants qui gagnent à mettre leurs ressources en commun, mais à condition que les gens n'en fassent pas autant (ironiquement).

(5) Longue analyse sur les travaux de Karl Marx : newsnet.fr

Je suis très intéressé par la croissance en complexité d'un système qui ne remet jamais en cause ses fondements, et malgré qu'il soit si pataud et approximatif, toute une civilisation s'est accommodée de "failles du système" qui aujourd'hui deviennent des gouffres sans fond. Si le capitalisme tient encore debout ce n'est pas grâce à son fonctionnement, mais plutôt à la somme infinie d'accommodements que les humains ont mis en place, pour faire qu'un travail payé à une personne profite, malgré tout, à deux autres.

Si rien ne change, c'est aussi parce qu'un certain héritage dogmatique a tendance à réprimer la bonté qui consiste à reconnaître ses erreurs et à y préférer le déni et la soumission aveugle une autorité, dont la fonction consiste à veiller sur l'inéluctabilité des règles du système. Mais cette période ne peut durer longtemps, elle est un peu comme un noircissement qui précède les flammes.

Si on veut créer un système social en partant d'une feuille blanche, les points de départ seraient la mise en œuvre de biens communs, une gestion responsable, un intérêt pour l'assomption des droits humains, une maîtrise des investissements, et la recherche d'une économie d'échelle, dans le sous-but de rechercher une pérennité. Une réponse crédible doit pouvoir répondre à ces différents critères simultanément, sans qu'ils ne soient des limitations, mais au contraire, qu'ils en soient les produits.

3 - La fin du court-termisme

Le seul fait qu'il faille investir dans une industrie pour qu'elle existe, fait des détenteurs de richesses les seuls planificateurs de ce qui peut exister. Ceci est formellement injuste et dangereux. Il n'aurait jamais fallu céder à la propriété privée des composants aussi essentiels à la création d'activité que les moyens de production, les transports, l'énergie, et les matières premières, parce que ces "commerces" ne sont pas à la

même échelle que les entreprises qui distribuent ces biens, ou encore ceux qui sont artisanaux. Pourtant ce sont les mêmes règles qui les régissent.

En réalité les petits commerces dépendent totalement des grands commerces, de sorte que ces derniers en sont les vrais "patrons", de façon structurelle et inévitable. Dans cette optique, les meilleurs business sont ceux des matières premières. Structurellement, on en arrive forcément à une situation de conflits.

Par exemple quand on vend un livre, celui qui gagne de l'argent est principalement celui qui fabrique le papier, quel que soit le contenu du livre. Finalement les écrivains ne sont que des dealers de papier vendu par des exterminateurs de forêts, et qui ne perçoivent qu'une infime fraction de l'argent qu'ils font circuler ; en respect du principe du commerce.

De cette manière, les possédants ont pu s'associer en forme de ploutocratie contre laquelle aucune "libre concurrence" ne peut se battre. C'est d'ailleurs tout l'enjeu d'une révolution sociétale, reprendre collectivement les leviers du pouvoir et donc, des moyens de production (les socialiser). Cet enjeu je le définit comme "ce qui décide de l'existant".

De même que les infrastructures publiques, et finalement tout ce qui converge vers ce qui rend possible les activités humaines, les industries qui fournissent les entreprises ne devraient pas être considérés comme de simples petits commerces (qui ont bien réussi dans la vie), ni les terrains qu'ils exploitent comme des propriétés privées (où ils peuvent y faire tout ce qu'ils veulent), comme si ce n'étaient que de simples fermiers qui cultivent la vigne, là où ils saccagent des trésors de biodiversité. Il devrait au moins y avoir une distinction entre le droit des personnes physiques et le droit des personnes morales. Celles-ci devraient même être affublées de "devoirs" particuliers.

Ainsi le système capitaliste, qui est une excroissance arborescente du principe du commerce, a un énorme problème de distinction des échelles, et des règles particulières qui conviennent aux unes et aux autres. Car si on ignore cela, on s'étonne que la primauté du droit en revienne aux personnes morales, au détriment des personnes physiques.

Cette myopie qui consiste à confondre les propriétés privées avec les propriétés morales, et de fait, les fournisseurs avec les entreprises finales (en les considérant dans un tout nommé "chaîne de production"), est totalement connectée avec le constat selon lequel le système est incapable d'articuler correctement le court terme et le long terme.

Finalement le problème le plus crucial est que ces pôles de production sont forcés de ne penser qu'à court terme. Ils laissent aux populations une dévastation qui accentue encore plus l'attrait pour le court terme, jusqu'à en arriver à une pauvreté et une criminalité qui a tendance à se généraliser.

Pour solutionner ceci, il faut revenir au principe de l'investissement et se demander ce qu'on essaie de faire concrètement à ce moment-là. Il s'agit d'avaliser collectivement le fait que des travailleurs s'acharnent à une tâche. Le fait d'"avaliser collectivement" signifiera qu'on aura trouvé un moyen (quelconque) de justifier cette activité (certainement sur le long terme).

Dans la solution que je propose, on verra comment le court et le long terme peuvent s'articuler entre eux comme des engrenages, à l'inverse de ce qu'ils se retrouvent en conflit quand les deux poursuivent les mêmes buts.

4 - Des échelles de mesure

En principe dans un système social fonctionnel on observera que l'activité cumulée de chaque individu, chacun agissant légitimement à court terme, contribue à des œuvres, des plans et des buts pensés à long terme. C'est un peu ce rêve qui est vendu avec le terme de "croissance", si on l'associe à un gain de niveau de vie (ce qui n'est pas forcément le cas).

Mais la promesse du capitalisme, selon laquelle "automatiquement" seules les bonnes industries existeront, grâce à "la loi de l'offre et la demande", s'est heurtée à la déficience structurelle que j'ai dite, la non-distinction entre les échelles, en plus de n'avoir en réalité prémédité aucun mécanisme pour faire que, ou au moins vérifier que cette promesse [de main invisible du marché] soit tenue.

Non plus, aucun but concret à long terme n'a jamais été édicté. Dans le capitalisme, seul le rituel de la croissance économique est devenu un but en soi, sans s'interroger ni même observer les conséquences de ce que produit le système, dont la réponse est fournie par le simple constat d'une dévastation écologique. Or, en l'absence de buts concrets, comme je le dis souvent, les constats peuvent être considérés comme des buts.

Designier des buts communs obligerait à tisser dans le système social les mécanismes de contrôle afin qu'ils puissent s'emboîter avec les

activités à court terme. Ce n'est pas possible de faire cela pour une raison structurelle, et c'est pourquoi le capitalisme ère sans buts [ou alors ils sont fictifs].

Le seul fait de vouloir avoir ces leviers de contrôle (entre les échelles) incite à prévoir par avance comment faire (par exemple) pour assouplir la création et la cessation d'industries sans léser les travailleurs, embarqués avec leurs bourreaux. Automatiquement, se dit-on, chacun devra y trouver son compte. Ceci n'est qu'un exemple des possibilités qu'offre cette perspective.

Un système social pensé globalement, capable d'articuler ensemble différentes échelles d'activités, n'est rien d'autre qu'un concept de la simple mécanique, relativement familier avec celui des logiciels (qui sont régis par la logique - ou - dont le fonctionnement est formalisé mathématiquement). C'est à dire qu'il s'agira d'en régir le fonctionnement. Cette édification d'une *règle du jeu* est la seule réponse attendue à notre grande question. Et ce qu'on cherche, c'est "une logique".

Et avant même de le faire, sachant que ce travail n'aura que la valeur de l'implication des gens à se poser ces questions, il n'est question [dans ce que je présente ici] que de poser les bases d'un système qui permette de trouver des réponses très précises. C'est à dire que l'édification d'un système social est comme celui d'un logiciel, d'abord on pose les bases structurelles qui permettent ensuite d'y faire reposer des "applications". Si on pense en ces termes, le capitalisme est l'application des quatre principes de base (la propriété privée, la liberté de contrat, l'argent et le commerce). Il paraît futile d'en chercher d'autres applications, il vaut mieux utiliser un meilleur logiciel.

Si chaque échelle structurelle est régie par des mécanismes qui lui sont propres, parfaitement adaptés, la question devient ensuite simplement de savoir comment les faire marcher ensemble. En opérant de la sorte on simplifie de façon providentielle la problématique, que du coup on peut décrire comme une incapacité à savoir trouver les règles *invariantes* qui conviendront à toutes les contraintes et toutes les attentes. Évidemment, puisque c'est impossible, ou très faillible. C'est même vain de continuer à édicter des règles dans un système social non structuré.

4.1 - La séparation de l'église et de l'état

Le principal effet escompté par le fait de désolidariser les richesses naturelles de la production, puis les citoyens des entreprises, est de faire que ne retombe plus sur les seuls travailleurs la charge d'être à la fois une variable d'ajustement de l'industrie, à la fois eux-mêmes des biens de consommation [et parfois des marchandises], ou un instrument de chantage en menaçant de créer du chômage [ce que fait la robotisation].

De la même manière qu'il a fallu séparer l'église et l'état pour éviter de mélanger les genres, ce qui a permis de créer des libertés [de culte], il a fallu également séparer les pouvoirs (législatifs, exécutifs et judiciaires) afin que "*chacun dispose de moyens d'action les uns à l'égard des autres*" (Vième république).

Le fait de "scinder" des corps en cellules est parfaitement typique d'une croissance en complexité. C'est de cette évolution dont a besoin un système pensé mondialement, dont la première caractéristique est de dissocier ce qui appartient au long terme et au court terme. Il se produit, quand on fait cela, qu'on formalise, et donc qu'on rend contrôlables, les relations entre les pôles créés... là où habituellement ces questionnements s'enchevêtrent de façon chaotique.

Les effets auxquels nous nous attendons sont ceux du plus merveilleux des capitalismes (où la richesse serait infinie), c'est à dire une homogénéité du niveau de vie. Si on arrive à ce résultat tout en respectant la principale contrainte qui est son autosuffisance, alors c'est gagné, le monde est sauvé. Le principal avantage se situera dans la qualité de la gestion de l'économie d'échelle, le rendement énergétique, l'efficacité et la capacité de contrôle de la destinée collective.

4.2 - Une croissance qualitative

Le renversement fondamental qui découle d'un système social capable de faire fonctionner ensemble le long terme et le court terme, est de baser son paradigme sur une croissance qualitative plutôt que quantitative. Si on peut le résumer ainsi, le capitalisme prédateur est un système qui produit de la quantité, et ce n'est plus ce qu'on recherche. Maintenant il est temps de s'atteler à produire de la qualité. Il ne s'agit plus de s'étendre sur une surface mais sur un champ tridimensionnel.

En effet la quantité de biens à produire est un fait relatif aux besoins, facile à connaître et inutile à faire varier [si ça n'a aucune valeur pour le

système], tandis que dans une population où la richesse est homogène, l'enjeu consiste à faire croître la qualité de vie. On peut même le déclarer abruptement, le but est de libérer l'humanité des tâches ingrates. Le nouvel El Dorado qui est une terra incognita à l'espace infini qui s'ouvre à nous, est celui de la qualité. L'humain aime l'exploration des champs infinis, c'est vers là qu'il se dirigera.

Une des autres attentes évidentes, est de pouvoir se permettre de laisser le maximum de ressources naturelles à l'état sauvage. Dans son futur ultime, muni d'une technologie qui produit tout ce qu'on veut ex nihilo à partir de la simple énergie, le système social n'en aura que faire des questions de quantités. L'avènement d'une telle source d'énergie doit par avance être considérée comme souhaitable pour le système.

Ainsi [puisque tout système doit avoir une formalisation mathématique] il restera à élaborer les règles qui produisent des "scores" et de s'en servir à la place de l'argent comme justification des transactions à chaque échelle structurelle. Il ne reste qu'à inventer ces règles. Ce n'est qu'au prix de ce seul effort qu'on peut faire avancer les choses de façon probante. Normalement, vu le rapport entre l'effort et la récompense, dans un monde aussi vénal, cette question aurait dû intéresser plus de monde depuis plus longtemps.

On peut aussi dire, pour rire, que la séparation de l'église et de l'état s'applique à ce qu'on a besoin de faire, séparer la foi en l'argent de la nécessité de son usage. Et placer sa foi dans des aspirations plus nobles...

4.3 - Phase 1 : tout appartient à l'état

Pour que les ressources profitent du mieux possible à tout le monde, il faut qu'elles soient publiques.

Pour qu'une telle réappropriation ait eu lieu, cela on le confie à notre futur président, à qui on aura demandé, en votant pour lui, de bien vouloir renouveler intégralement le personnel politique, et de faire voter une loi (une seule) disant : "*l'état se réapproprie toutes les surfaces et tous les moyens de production, qui relèveront désormais de sa seule gestion (point)*". Je ne vois pas qui sera contre cette idée, qui déleste l'économie des profits des multinationales. C'est vraiment ce qui s'appelle "Mat en deux coups" !

Dans l'idéal, les ressources devraient relever d'une gestion à l'échelle mondiale, de sorte que chacun ait accès aux ressources de n'importe quel

pays, à condition que l'ensemble de l'activité du système global contribue à l'égalité de tous. Cela ne devrait pas être difficile à négocier non plus :)

Elle est loin l'époque des comptes de boutiquiers, "je te donne donc tu me donnes" ; Dans un système global efficace, les produits sont nécessairement supérieurs aux ressources utilisées. C'est aussi cela, la clef qui sépare un système "basé sur une valeur infinie" et un autre, qui produit une valeur supérieure (ou égale) à celle consommée. Et pour ce faire, il faut une gestion globale, et pour procéder à cela, ces richesses doivent être publiques, et partagées.

Quand un peuple dispose de ses propres richesses, cela induit en lui un plus grand sens des responsabilités.

4.4 - Phase 2 : Tous les revenus sont centralisés et normalisés

Une autre des "moindre des choses" est d'abolir de façon simple toute velléité de richesse personnelle.

Sur le plan anthropologique, la distinction sociale est trop longtemps restée focalisée sur la richesse, qui apparaît comme un symbole de réussite dans l'exercice qui consiste à avoir agi pour le bien de tous. Et quand ce "succès" veut être formalisé avec le langage du système capitaliste, il ne s'agit plus que d'un "ruissellement".

Mais la réalité est que les personnes qui se sont vraiment distinguées dans la recherche du bien de tous ne sont pas des gens attirés ou motivés par la récompense que leur réserve le système capitaliste.

Les dysfonctionnements majeurs de ce monde proviennent d'une ploutocratie "sous laquelle végètent des caporaux chargés d'administrer leurs richesses" (GR1-6) et qui pratiquent la corruption des élus pour que les lois soient écrites dans l'intérêt du plus petit nombre.

La solution qui consiste à créer un revenu de vie ne consiste dans ce cadre qu'à permettre au système prédateur de ressources de continuer après qu'il ait déjà ruiné tout le monde. C'est une solution qui est rendue complètement stupide par le système lui-même, et qui semble à la fois inéluctable. Car au-delà des revenus, ce qui compte ce sont les richesses réelles.

Si on pouvait troquer la recherche de profit individuel contre une garantie de niveau de vie moyen pour tous, rien que cette perspective

permettrait à l'humanité de se fixer des buts communs plutôt qu'un mouvement brownien de buts individuels.

5 - Les trois secteurs structurels

Si on se contente des points 1 et 2, il nous semblera avoir fait un grand pas en avant, à ceci près qu'on se retrouvera dans le cas de figure où, dans la réalité, si ces mesures ne sont pas mondiales et simultanées, elles seront insuffisantes pour produire un résultat qui soit "concurrentiel" avec les autres pays. Notre "système" doit être fonctionnel à n'importe quelle échelle, afin qu'il puisse se répandre s'il prouve son efficacité.

Ce ne sont que les requis d'un fonctionnement plus élaboré. Un troisième requit consiste à structurer l'économie l'activité humaine en pôles poursuivant des buts distincts, et qui devront fonctionner ensemble, ou si l'on veut, se nourrir les uns des autres.

Selon qu'il s'agisse du court, du moyen ou du long terme, chaque secteur doit avoir des règles de fonctionnement qui lui soient propres, sa législation, et son propre circuit économique.

Les buts sont les moyens

La notion selon laquelle chacun de ces pôles doit poursuivre des buts distincts n'est pas dite à la légère, c'est un paradigme fondamental qui consiste à classer "les buts" comme les moyens d'évaluer des processus [et non pas ce qu'ils rapportent au sens strict et stupide]. C'est donc à l'autel de ces buts que sera évaluée l'efficacité des processus.

5.1 - La monnaie algorithmique

Il s'agit de scinder la masse monétaire en trois circuits qui ont leur propre mécanique de justification des échanges. Les trois circuits sont des paniers d'objets disponibles sous certaines conditions. Le fait de remplir ces conditions fait office de monnaie.

La différence avec le principe de l'argent consiste à définir "ce qui autorise la transaction" [l'argent] par de vraies autorisations explicites. Ceci on peut le faire de façon ponctuelle, locale ou globale. C'est à dire de faire que "les moyens" [financiers] soient remplacés par des raisons.

À l'ère de l'informatique, au lieu d'un argent approximatif servant à tout, on peut avoir des crédits appropriés à des usages ciblés. Ainsi il ne

sera pas question de se réfugier hypocritement derrière "le droit d'acheter" pour commettre des écocides, les crédits devront directement découler d'autorisations ciblées, ou génériques dans les cas les plus courants.

La monnaie c'est le droit

Ce qui change principalement est que la monnaie exprime le droit. Il n'est donc plus possible d'outrepasser une législation habituée à arriver après les crimes. C'est avant l'attribution des moyens que les questions sont posées, publiquement.

Là encore, on vient de toucher à un paradigme qui mériterait bien des développements, il s'agit de faire de la loi l'orchestrateur du système, et non ses limites. De cette manière, tel que cela est le plus hautement désirable, tout ce que produit le système ne découlera que de la loi, qui elle pourra être modelée selon les époques et les aspirations.

Psychologiquement, quand on achète un produit on s'imagine qu'il est parfaitement conforme et légal. Pour que cela soit le cas, toute la chaîne de conséquence en amont et en aval du produit doit être justifiée par le droit.

Ces crédits peuvent être simples ou complexes, algorithmiques, ce qu'on attend d'eux est seulement qu'ils renvoient une réponse de type "oui / non", autorisant qu'un bien soit transféré, utilisé ou refusé. En amont et en aval de la transaction, le système (lui-même), formalisé par un logiciel (une IA), va étudier les possibilités, les conséquences, et les priorités [à défaut de faire ceci de tête en trois secondes].

La valeur est un produit

Un troisième paradigme fondamental vient d'apparaître, c'est que la valeur des biens est calculée par le système et non plus directement évaluée mentalement par l'antagonisme des deux protagonistes d'un contrat, sur lesquels ne peut pas décemment reposer la responsabilité de s'intéresser systématiquement au bien commun. La valeur en elle-même tient déjà compte des questions bien plus vastes que les seuls acteurs d'une transaction.

Le fonctionnement monétaire que je présente consiste à remplacer l'évaluation mentale d'un bien par le résultat d'un calcul. Ce calcul doit, dans sa phase de développement, produire un résultat qui corresponde à une estimation mentale (eh oui).

Les critères de la valeur

Dans l'état actuel de cette recherche, la monnaie est un jeu de scores, qui sont ceux de différents critères d'évaluation, qui proviennent de comparaisons avec d'autres produits similaires. Chaque score est pondéré par un paramètre qui en estime l'importance. Ainsi dans ce qui est constitutif de la valeur, on trouve des critères qui peuvent être aussi bien tangibles et mesurables que psychologiques, on trouve un système de pondération, qui peut procéder d'autres calculs plus complexes, et il en résulte deux choses : une empreinte de la valeur (des histogrammes), et un score global qui n'a qu'une signification indicative.

De cette manière, s'il y a négociation, elle ne peut porter que sur des critères particuliers qui permettent au système d'en établir la valeur.

Pourquoi faire comme cela ? Parce que, si on avait simplement trois monnaies-argent, même incompatibles, chaque circuit monétaire serait encore soumis à un problème inhérent à la monnaie qui est de devoir faire des choix "économiques", sans que cette économie n'ait réellement de signification aux yeux de ce qui est utile pour le bien commun.

Finalement la solution de la monnaie algorithmique pourrait à elle-seule résoudre tous les problèmes, à ceci près que cette solution ne peut reposer que sur une infrastructure logicielle, dont tout ce qui est présenté ici ne sont que les conséquences logiques.

5.2 - La valeur de l'information

Comme je l'ai dit, le fait de segmenter des secteurs structurels distincts s'apparente au fonctionnement d'un logiciel parce que les trois systèmes qu'on veut faire fonctionner ensemble relèvent finalement des mêmes logiques, bien qu'elles s'appliquent de façon appropriées pour chaque secteur. Il en résulte que les trois circuits monétaires sont incompatibles entre eux. Ces trois secteurs d'échelle étant bien clairement distincts, les relations possibles entre eux ne peuvent être que celles qu'on a voulues. Ce sont là les leviers du système global.

Ces leviers sont des paramétrages qui vont opérer objectivement l'affectation des richesses entre les secteurs structurels.

Ce qu'il est important de comprendre, pour justifier comment va marcher ce système, est que son fonctionnement est basé sur une connaissance intégrale de l'état des lieux : les besoins et les ressources.

Si on obtient une information correcte et des leviers de contrôle, alors s'opère le renversement tant attendu selon lequel le système soit au

service des activités humaines, et pas l'inverse. Mieux que cela, il assume leurs droits.

Le système est au service de l'humanité

Dans ce monde, de nos jours, bien plus que les recettes des ventes d'un produit, la chose qui a le plus de valeur entre toutes, est l'information. Ce qui importe est de connaître la destinée de ces produits et l'utilité qu'ils ont remplie.

Une connaissance fiable des besoins (ce qui correspond à "la demande" dans un système marchand) est nécessaire pour savoir exactement quelle quantité produire et où l'acheminer. Ce point est très important car il s'agit d'une économie d'énergie substantielle à l'échelle globale, que de ne pas surproduire ou créer des pénuries.

Pour avoir une connaissance fiable des besoins on estime nécessaire que les biens courants soient gratuits, en raison d'un droit inaliénable d'accéder aux produits de première nécessité. Le fait de ne pas freiner cette consommation permet d'ajuster précisément comment les ressources doivent être employées. Il est évident, cela dit en passant, que ces droits, renouvelables, s'appliquent à des quantités définies par leur disponibilité.

C'est cette information qui permet de calculer ~~la valeur~~ le niveau de droits requis pour l'accès aux biens. Car on ne peut distribuer que ce qui existe, dès lors le niveau d'accès dépend essentiellement des biens en circulation (l'offre). Et le genre d'information qui fait sens pour ce secteur structurel des biens courants, n'en a aucun pour les autres.

5.3 - L'articulation des secteurs systémiques

Les trois secteurs structurels sont :

- La gestion des ressources, infrastructures, et des machines, (GREEN)
- La gestion des industries, (BLUE)
- La gestion des biens courants. (RED)

Notez qu'on ne peut mettre les machines avec les industries, puisqu'il y a un lien de dépendance entre eux, et donc un conflit entre les buts visés. Le secteur industriel est donc démit des questions relatives à l'investissement, qui relève du secteur infra-structurel.

Les trois secteurs sont attachés à des pôles organisationnels géographiques (ORG) ; C'est une manière de dire "des états" mais ça

peut aussi être de plus petites structures [dans le cadre d'une rivalité avec le capitalisme]. L'idée principale est qu'il y ait une gestion centralisée de l'information de ces trois secteurs structurels. Ce cerveau, c'est la mécanique du système social, là où les données sont traitées pour produire les résultats qui justifient les activités. En principe, si ces organismes se multiplient, ils arrivent à des résultats similaires, et ils coopèrent pour produire une nouvelle économie d'échelle.

Le pôle ORG est l'endroit où ont lieu les paramétrages. C'est une activité principalement démocratique qui consiste à donner ou faire perdre de l'importance aux critères qui sont constitutifs de la valeur. Ainsi on peut décider qu'on a besoin de plus d'espaces préservés, et dans cet exemple l'objectif à atteindre va affecter de façon sélective les activités qui contrecarrent, ou celles qui favorisent l'obtention de cet objectif [plus ou moins automatiquement].

Les trois secteurs structurels ont des façons de fonctionner qui sont très différents. Il s'agira ensuite de voir plus précisément comment ils s'articulent entre eux.

Dans le principe général, le pôle organisationnel délivre des droits spécifiques pour chaque secteur, et ces pôles émettent à leur tour des crédits. Ces crédits sont constitutifs de la valeur des produits. Et les droits sont consommés par l'usage des crédits qui y correspondent.

5.3.1 - Le secteur des ressources (GREEN)

Préalable : Ne concerne que les ressources sous contrôle public.

Cette gestion est administrée de façon centralisée. Pour chaque cas d'étude, des Comités, préoccupés par un ou plusieurs aspects liés à ces ressources, peuvent intervenir.

Leur intervention consiste à évaluer des critères qui justifient un usage particulier d'une ressource. Il peut également créer de nouveaux critères d'évaluation et présenter ses impacts. Par exemple [trivial] on peut ajouter au coût de la production de plastique celui de son recyclage, et revoir les calculs de rentabilité en conséquence de cette mauvaise nouvelle.

Ce qu'on veut obtenir est une gestion rationnelle des ressources, cela veut dire qu'il faut faire intervenir le maximum d'intelligence dans les choix. Ce n'est plus une optique concurrentielle, avec un objectif de

fortune personnelle, mais dans celui d'une recherche concertée de la meilleure manière de subvenir aux besoins, autant que, parfois, interdire l'usage de ressources.

Pour qu'une ressource soit allouée à un exploitant, un indice évalue si les richesses ne peuvent pas être mieux utilisées ailleurs. De nombreux critères entre en jeu pour définir cela, comme les distances, les machines, le rapport énergétique, et bien sûr la quantité de droits qui pourront être satisfaits.

La satisfaction des droits est un critère de la valeur

Tout l'enjeu d'une "gestion rationnelle des richesses" est de les utiliser de la façon la plus "économique" possible, c'est à dire en mesurant l'efficacité de leur usage, et surtout en établissant des buts clairs à long terme, ce qui aura pour conséquence de jouer sur les scores d'usage.

Les comités cherchent à obtenir les meilleurs scores lorsqu'il s'agit d'allouer une ressource. Ces scores sont produits par la rencontre [de type clef-serrure] des paramètres de l'offre et de la demande. En effet, les ressources ont une somme de qualités, et ces qualités viennent combler une autre somme de besoins. La façon dont ces deux jeux de données peuvent se satisfaire donne lieu au score d'usage.

Le niveau organisationnel peut jouer un rôle dans la façon dont ces scores sont calculés. Ce point est très important pour comprendre comment on obtient une "souplesse structurelle" [opposée à la rigidité structurelle d'un système dogmatique], puisqu'on peut agir sur deux leviers, à deux échelles. À l'échelle des ressources on peut proposer différentes solutions permettant d'avoir les meilleurs scores d'usage, tandis qu'à l'échelle globale on peut pondérer différemment les critères constitutifs de ces scores.

C'est ici que se trouve la connexion entre les échelles, contrôlée et surveillée, que nous recherchons.

Le fonctionnement des crédits verts est très particulier, puisqu'ils sont créés par l'usage des ressources. Pour prendre un exemple (trivial, encore) le jardin produit des tomates, et chaque tomate constitue un crédit vert, qui s'appelle "tomate du jardin", et dont la valeur est établie ultérieurement.

Un des aspects très intéressants est que ces crédits verts peuvent être des quotes-parts d'usure de biens de production dont on a planifié

l'amortissement. C'est à dire que l'objet, ou l'immeuble, ou la ressource naturelle engendre des crédits verts comme des petits pains, qui sont transportés dans les biens produits.

Le but recherché par cette émission de crédits est qu'ils aient le plus de valeur possible.

Exemple bêta : J'ai besoin d'un véhicule volant, mon niveau de droits et la disponibilité sont calculés et le véhicule atterrit devant moi. Une ressource publique a été confiée à une personne physique, et son usure lui est imputée.

5.3.2 - Le secteur industriel (BLUE)

Préalable : Les salaires sont versés par l'état de façon centralisée. Les entreprises sont débarrassées de toute paperasserie. (Il est évident qu'il n'existe aucun impôt).

Petite introduction : à notre époque les entreprises sont de plus en plus des assemblages de services, de micro-entreprises ou de spécialisations qui sont généralisées. Et parmi ces fournisseurs il va bien falloir qu'à un moment il y en ait un qui se charge de toute la partie "paperasserie", et cela, grâce à l'automatisation. Ce qui est proposé ici n'en est que le prolongement.

Le secteur industriel est constitué des entreprises dont l'existence est planifiée d'après l'étude des besoins. Comme on l'a vu, elles dépendent des comités des ressources (GREEN) pour leurs matières premières et leurs investissements, mais également du pôle organisationnel (ORG) pour ce qui est des moyens alloués en termes de personnel et de fournitures.

Finalement les entreprises sont l'endroit où l'activité humaine utilise et façon ordonnée les moyens dont elles disposent pour répondre à des besoins explicites. Si on pense en terme logiciel, on dira que c'est un assembleur (et les ressources, la base de données).

Le circuit de justification BLUE consiste à affecter une quantité de travail. Les entreprises reçoivent des droits bleus pour un usage de ressources humaines. Ce droit peut être divisé en quantité ou qualité des employés.

Le fonctionnement des crédits bleus est particulier. Il est question d'imputer aux individus des droits d'accès aux biens qui soient "relativement" dépendant de leur travail, et donc qu'on puisse tracer cela.

C'est pourquoi les crédits bleus sont émis par les travailleurs, en réponse aux droits concédés (par décision socialisée) aux entreprises.

Les crédits bleus se retrouvent, comme les crédits verts, dans ce qui est produit, que cela soit de manière directe ou statistique, comme avec le système des quotes-parts d'amortissement.

La signification des crédits bleus consiste en un mix de temps de travail, que multiplie son grade (ou sa compétence). Par exemple une valeur de "100" signifiera que, soit 100 personnes pendant un jour, soit une personne pendant cent jours, soit dix personnes de grade 10, pendant un jour, ont travaillé pour créer ce produit.

Une gestion rationnelle veut dire, aussi, qu'on peut contrôler ce à quoi est employée l'énergie humaine. On veut être capables de concentrer l'action sur des sujets à court ou à long terme, de façon très souple, notamment s'il y a urgence.

J'ai toujours pensé que la valeur du système social pouvait s'estimer à l'efficacité avec laquelle il pouvait diriger son énergie là où il y a des catastrophes naturelles.

En principe les droits Bleus sont légèrement supérieurs aux besoins. Ils dépendent de la taille optimale de l'industrie, et en cas de "pénurie" cela peut affecter la création de formations professionnelles.

Exemple bêta : je crée une menuiserie, des droits sont alloués, des commandes me sont proposées, et mes résultats font augmenter mes droits verts et bleus.

5.3.3 - Le secteur des biens réels (RED)

Préalable : Les biens restent la propriété de l'état jusqu'à leur destruction. Le déchets, les emballages, appartiennent au système.

Les crédits rouges représentent les biens de consommation courante qui sont en circulation. Les produits en eux-mêmes peuvent être considérés comme des moyens de satisfaire des droits, sur lesquels les gens ont des crédits. Ce système fonctionne selon le mode de transaction qui nous est le plus habituel, à savoir que les citoyens disposent de crédits rouges à dépenser, et que les denrées ont des valeurs qui y correspondent. Il n'y a pas besoin du même niveau de sophistication que pour régir les crédits bleus et verts.

La principale différence est que les prix des biens est le fruit d'un calcul, non d'une négociation.

Au moment de l'acquisition, la monnaie est détruite [le droit est

consommé], ce qui signifie, pour le système social, la satisfaction d'un besoin. Il ne reste que l'objet, qui se définit par sa valeur en terme de crédits bleus et verts dont il est constitué.

Le bien peut être revendu à une tierce personne contre des crédits rouges, qui seront calculés par "la machine" à ce moment-là, en fonction de son état, qu'il soit estimé ou mesuré. C'est à dire que les biens continuent d'exister sur un marché de l'occasion qui permet de satisfaire encore plus de besoins, alors qu'ils sont déjà "rentabilisés".* C'est la même chose que chez nous au pays du capitalisme, sauf que maintenant on peut le mesurer et inclure cette vie du produit dans ce qui est constitutif de sa valeur, de façon à examiner le critère de sa fiabilité [faisant de l'obsolescence une valeur négative].

Le système monétaire du secteur des Biens et services est comparable à la monnaie-or : il ne circule que les crédits pour des biens existants. Les crédits dont disposent les citoyens sont cependant supérieurs aux besoins tandis que les biens peuvent être légèrement surabondants, ou dévalués.

Le marché de l'occasion permet d'augmenter d'autant la quantité de biens disponibles et donc la richesse globale (oui, le raisonnement est correct !).

Les crédits rouges peuvent être associés à des catégories de biens, et ne servir qu'à ceux-là. Cependant ils peuvent s'échanger (ce qui revient à renier un droit pour en obtenir un autre). De cette manière on distingue les crédits qui sont rechargés de façon inaliénable de ceux qui peuvent être utilisés pour des biens plus rares. On se limitera à trois niveaux de crédits rouges : les biens alimentaires, les biens courants et les biens rares. Dans le cas où le premier serait insuffisant, les second et troisième niveaux de crédits peuvent y répondre. Le troisième niveau peut servir pour le deuxième. Mais les niveaux 1 et 2 ne peuvent être utilisés pour des niveaux supérieurs d'accès aux richesses.

Le but du calcul [global] étant une juste répartition, il est impossible d'acquérir des biens qui seraient indispensables ailleurs. Il est impossible, par exemple, de dépenser tous ses crédits de façon à ne plus pouvoir subvenir à ses propres besoins. Que ce soit pour la nourriture, les biens courants, ou tout autre loisir, la monnaie rouge ouvre des droits spécifiques sur des biens existants et disponibles. Finalement ce qui distingue un revenu d'un autre n'est plus que sa quote-part de droit d'accès aux biens et services existants, avec une marge de manœuvre

située entre l'indispensable et le superflu [les bornes sont définies].

Les crédits rouges sont la rémunération que chacun perçoit de l'état. Cette rémunération étant typée et quantifiée par rapport à une masse de biens disponibles, correspond finalement à des droits.

5.3.4 - Les revenus

Contrairement à un système de salaire qui dépend du travail, les crédits sont relativement constants, et s'incrémentent de la valeur du travail fourni. Ce travail ayant un impact à plus ou moins long terme, la rémunération peut tenir compte de cela. Ainsi le niveau de droits ne connaît que de faibles variations au cours de la vie, en ayant une tendance à augmenter. Il est seulement indirectement lié à l'emploi exercé ou non. Cela fonctionne un peu comme un système par cotisation, qui délivre un revenu calculé à grande échelle.

Il faut noter qu'une rémunération qui n'augmente pas dans une masse de biens qui augmente revient à un pouvoir d'achat qui augmente.

Les crédits rouges sont réactualisés tous les mois d'une somme maximale. Ceux qui n'ont pas été dépensés viennent ajouter de la quantité de biens disponibles pour tous, et augmentent d'autant la richesse globale. Ainsi ceux qui vivent sobrement, contribuant à la richesse globale, peuvent recevoir des droits d'un niveau supérieur (2 ou 3).

Ce qui différencie deux revenus est la somme maximale disponible au début de chaque mois. C'est le fait de ne pas dépenser cet argent qui permet ensuite de pouvoir acquérir des biens plus rares. De même, étant donné que l'obtention de ces droits est une garantie, il est possible d'épargner sur les droits futurs en faisant une acquisition onéreuse immédiatement, au prix d'une réduction des droits courants durant toute une période. Cette information [de ce besoin] est précieuse pour l'estimation des besoins au niveau global, qui pourra être corrigée. C'est pour cela qu'on parle de "gratuité", à ceci près que cette gratuité, ici, est orchestrée rationnellement. Il suffit de faire en sorte que les besoins soient satisfaits avec une marge de manœuvre suffisante pour qu'on puisse parler de gratuité.

5.3.4.1 L'emploi

Arrivé à ce stade on peut se demander pourquoi une telle mécanique [qui consiste à matcher des besoins et des moyens via des connecteurs de

type clef-serrure] ne serait pas appliquée à la répartition de l'emploi, faisant en sorte que chacun ait une durée de travail minimale. Si le l'objectif du système social est de produire un meilleur rendement à grande échelle, n'est-ce pas précisément dans le but de diminuer le temps de travail laborieux ? Et si le temps-libre dégagé était lui-même une source de richesse globale, il pourrait carrément devenir un objectif concret.

Les compétences et disponibilités peuvent matcher avec des propositions de postes, ceci la technologie actuelle commence à savoir le faire à peu près, et il est facile d'imaginer que si l'information était centralisée et publique, les choses iraient beaucoup plus vite.

Tel que cela serait souhaitable, les emplois disponibles apparaîtraient automatiquement aux personnes qui seraient "embauchées d'office" par le système, et qui n'auraient plus qu'à se présenter au poste de leur choix. L'intérêt d'une gestion globale est d'avoir une vision précise des postes non pourvus et de pouvoir leur associer des revenus plus intéressants.

5.3.5 - Le pôle organisationnel

L'état (ou la coopérative) a pour fonction d'effectuer les calculs qui permettent d'allouer des droits spécifiques aux trois secteurs structurels.

- La gestion des ressources [naturelles, immeubles et mécaniques] est confiée à des comités indépendants. Ceux-ci génèrent des biens et services estimés en crédits verts.

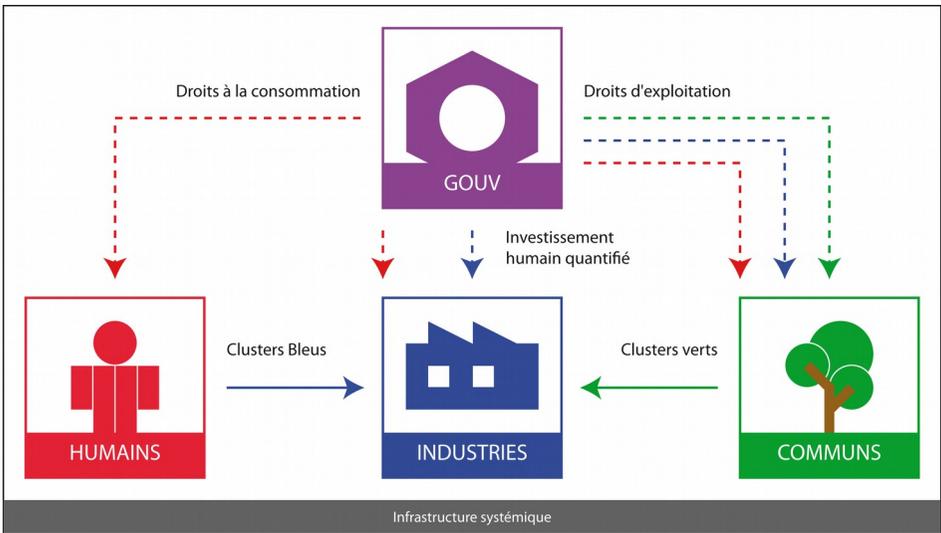
- Les crédits bleus sont versés aux industriels et aux comités par les travailleurs, en fonction de l'investissement dont ils bénéficient [l'intérêt qu'ils suscitent], pour justifier le travail humain et l'usage de ressources. Les industries génèrent des biens estimés en crédits rouges.

- Les crédits rouges sont versés aux citoyens, aux industries et aux comités, pour leurs achats quotidiens. Ils dépendent d'un grand nombre de facteurs, et peuvent être spécialisés, et même échangés. C'est un argent courant dont la source est exclusivement l'état.

La quantité de crédits alloués à une activité définissant à peu près les ressources que cela va impliquer, la philosophie consiste à donner tous les moyens d'agir à l'entreprise (ou l'institution) pour qu'elle remplisse son rôle. Ceci est ce qu'il y a de plus souhaitable pour des secteurs tels que la santé ou l'éducation.

Comme je l'ai dit, il n'y a pas de comptes de boutiquiers au centime près,

il y a de la confiance et beaucoup de statistiques.



5.4 - "Le système"

Le principe fondateur du système de droits consiste à ce que chacun obtienne une part de la richesse collective que cette collectivité veut bien lui concéder. Ceci est très important !

Le système ne décide pas de tout à la place des gens, il leur permet simplement de faire des choix. En ce sens, le système que je présente dans son ensemble, jusqu'à ce que j'aborde la question de ses algorithmes, n'est qu'une infrastructure permettant de choisir, littéralement, dans quel monde on veut vivre.

En ce sens, si on en a vraiment envie, on peut créer des algorithmes qui font de la lâcheté et la malhonnêteté des indices positifs à l'échelle 1/ million de l'affectation des richesses, afin de reproduire la situation actuelle. C'est tout l'apanage de formaliser mathématiquement des choses qui se passent de façon culturelle et par la force de l'habitude. Ne rigolez pas, faire ceci, en simulation, peut servir à prouver que le système est fonctionnel. On dit qu'un bon système doit pouvoir reproduire entièrement la situation qu'il remplace. À partir de là il n'y aura qu'à changer quelques paramètres pour tout remettre dans l'ordre !

6 - Le fonctionnement

6.1 - La croissance qualitative

Il apparaît simple et évident que si la valeur tient compte de la qualité, cette deuxième variable deviendra dominante sur celle de la quantité, étant donné que les quantités ne sont définies que par les besoins, qui sont fixes, tandis que la qualité peut augmenter, elle, presque infiniment.

Ce qui est désirable et dont on est en droit de s'attendre de la part d'un système social, c'est qu'il prodigue un niveau de vie croissant, de façon homogène. La moindre des attentes est que chacun, sans condition, bénéficie de ce qui se fait de mieux, et qu'il n'y ait pas de limitation de moyens concernant la santé, l'éducation, l'alimentation, et le contrôle de la pollution engendré par l'industrie.

En outre, il faut s'y préparer, un des secteurs majeurs de l'activité du futur consistera à réparer les dégâts causés par le système du passé. Ces dégâts ont été laissés à la charge des peuples et des générations futures, pour un profit immédiat dont il ne reste rien. Là encore "tous les moyens" devront être mis en œuvre.

Cette inévitabilité peut même être qualifiée, historiquement, d'articulation logique entre un système prédateur et un système fondé sur la recherche de qualité.

La croissance en terme de qualité est une conséquence seulement indirecte d'une gestion rationnelle des richesses, puisque l'économie d'échelle qui est générée est constitutive de la "valeur".

Le calcul qui s'occupe de l'affectation des biens doit être paramétré de sorte à toujours privilégier leur qualité, pour qu'en retour les entreprises qui produisent ces biens bénéficient d'un meilleur investissement.

Cette qualité doit se concrétiser par des critères tels que, parmi les plus importants, la fiabilité, mais surtout ce que cette fiabilité signifie : une économie de ressources. Il faut observer que si cet objectif était poursuivi, il en découlerait que les produits seraient moins variés et plus interopérables, prévus pour être démontés et réparés facilement.

6.2 - Les buts à court-terme

Mais cette qualité peut s'exprimer encore de bien des manières, telle que la qualité de vie, "le bien-vivre" qui est un véritable "indice du

bonheur". Ces notions pourront être opérationnelles dans un système social qui fonctionne grâce à des algorithmes.

Ainsi il est même possible de positionner la fonctionnalité [des activités] comme ce qui a le plus d'impact dans le calcul de la valeur.

En substance, en opérant de la sorte, il en résulte un des paradigmes que je considère parmi les plus importants, qui est celui de la définition des buts à court terme. On a vu les buts à long terme, qui sont surtout axés sur la satisfaction des besoins et l'homogénéité du niveau de vie, et implicitement sur la pérennité, mais les buts à court terme doivent être définis, et ils peuvent l'être facilement.

Ces buts ne sont autres que ceux que chaque activité se fixe elle-même. S'il faut guérir, le but est le succès des guérisons. S'il faut nourrir, le but est la qualité de cette nourriture. S'il faut habiller... ainsi de suite. C'est à dire que "le but lucratif" est remplacé par "le but objectif". Et c'est la réussite dans la poursuite de ce but qui sera constitutif de sa valeur, et qui justifiera l'investissement qui y est associé.

6.3 - L'abolition des brevets

Il apparaît également que tous les plans et brevets seraient publics, et qu'il n'y aurait pas de "profit" à se réserver l'usage exclusif d'une technologie. Au contraire l'émission de technologie réutilisable peut être une source de valeur. C'est tout l'intérêt de placer l'estimation de la valeur à l'échelle globale.

6.4 - L'abondance

Il n'y a plus d'intérêt à voir se développer des maladies ou des nouveaux besoins créés artificiellement, parmi lesquels la destruction de l'abondance. Au contraire, dès lors qu'on recherche la qualité, par une voie mécanique on recherche également l'abondance et la gratuité, qui eux aussi sont constitutifs de valeur, aux yeux de ceux qui évaluent ce critère parmi d'autres.

6.5 - Les chaînes de conséquences

Ainsi la qualité peut se définir par le coût de la chaîne de conséquences engendrée par l'usage du produit. Il y a deux sortes de chaînes de conséquences, celle qui est négative, avec en amont les matériaux et en aval, la maintenance et le recyclage, et les conséquences

positives, qui peuvent s'exprimer par l'utilité du bien, et probablement les richesses qu'il permet d'engendrer ou d'économiser.

6.6 - Les estimations automatiques et manuelles

Même manger une pomme saine, par rapport à manger une pomme trafiquée, doit pouvoir s'évaluer de façon objective, et être prit en compte dans ce qui définit la qualité d'un bien.

Pour cela, si on arrive aux limites de ce que peut faire un logiciel en se basant sur des relevés significatifs, on peut toujours en revenir à l'ancienne méthode qui consiste à attribuer une note qui provient d'une estimation faite par un humain [comme avec l'argent].

6.7 - Les notations publiques

En faisant cela, les consommateurs font de la politique, dans le sens où ils instruisent le système de leurs attentes, en affectant des notes aux activités dont ils profitent.

La valeur étant calculée sur cet ensemble de paramètres tangibles, un produit de meilleur qualité aura une plus grande valeur, c'est à dire une meilleure note qu'un autre qui est médiocre. Ce score fera qu'il passera en tête des biens qui doivent être distribués. Les biens qui subsisteraient dans une couche jamais atteinte par la réserve de biens en circulation seraient dévalués, et donc rendus gratuits, ou retirés de la circulation et recyclés.

Finalement, cette recherche de qualité est exactement l'effet attendu par l'illusoire "main invisible du marché".

7 - Les Clusters

L'infrastructure logicielle qui rend ceci possible consiste à créer un système de notation des objets, biens, ressources, métiers, qui ressemble à des pièces de puzzle qui doivent coïncider avec leurs usages. Ces blocs de valeurs multi-critères sont appelés des clusters. Le terme "grappe" (cluster en anglais) signifie que parmi les valeurs du cluster peuvent se loger d'autres clusters, dont la valeur est propre. En principe quand les clusters sont joints (en blockchain) il n'existe qu'un seul objet.

Si on examine une chaîne de clusters on peut remonter à toutes les étapes de sa fabrication, de tous ses composants et intervenants, jusqu'à l'extraction des matières premières. Un cluster peut être démonté en

plusieurs, dans le cas de pièces détachées.

Les clusters ne sont associés entre eux qu'en s'emboîtant le plus correctement possible, par comparaison des spécifications (un écrou de 10 reçoit un boulon de 10). La procédure qui permet d'emboîter deux clusters est un contrat, lui-même logé dans le cluster, qui justifie cette attribution.

Initialement nous avons établi un aspect très original dans le fonctionnement des crédits, c'est qu'ils ne voyagent pas en sens inverse des produits [quand on paye], ce sont eux-mêmes les produits. Chaque produit ou bien existant est associé à un cluster (dans la machine) et son cheminement est suivi. Un cluster peut être désigné par un code-QR.

En procédant de la sorte on économise 50% des traitements informatiques, puisque le suivi des biens est indispensable, ce n'est pas la peine d'y ajouter le suivi des circuits monétaires : ils n'existent pas. Ce sont des Clusters, des blocs de chaîne, typés, avec des attributs propres à chaque type, qui représentent des objets réels.

Ainsi quand une valeur est octroyée, le cluster correspondant est transmis, et le nouveau détenteur de cette richesse peut se prévaloir de sa valeur. La justification de la transaction, quant à elle, relève des droits émis par le niveau global (ORG).

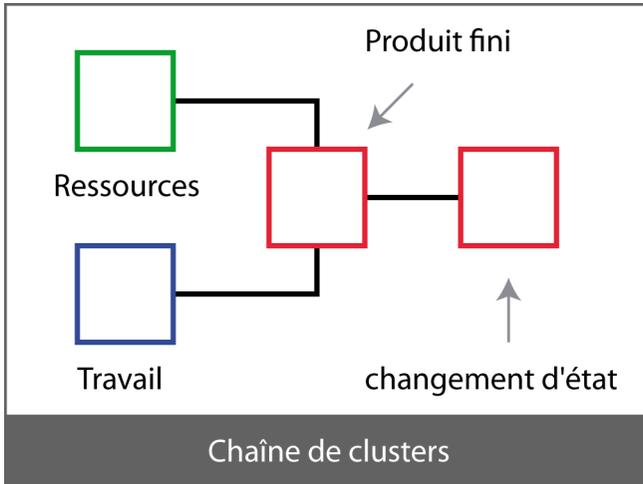
Le cluster contient tout le descriptif d'un objet en terme de travail et de ressources qu'il a nécessité.

- La valeur en crédit-rouges n'est qu'une valeur numérique, optionnellement accompagnée de conditions additionnelles.
- La valeur en crédits bleus est un indice de consommation de "ressource humaine" qui s'exprime par une valeur qui peut être interprétée en terme de temps de travail ou de grade de l'employé. Il est probable que la qualité du bien dépende de cette valeur.
- La valeur en crédits verts s'exprime par un jeu de valeurs exprimés par une propriété attachée à un attribut, et une unité de mesure. On y trouve des dimensions, des matériaux, des caractéristiques techniques, et des quotes-parts d'usage de biens.

Enfin, une dernière information attachée au cluster est un numéro de contrat, qui permet de remonter vers les calculs qui ont été faits pour justifier son cheminement.

Les clusters sont créés par l'usage des ressources et le travail accompli, afin de compiler un produit fini. Quand il circule, il est

dupliqué avec des changements de propriétés, par exemple lors de sa maintenance ou d'un changement de propriétaire.



Les clusters permettent d'avoir une transparence en forme de big-data, telle qu'elle permet d'enquêter sur n'importe quel sujet, afin d'en tirer les informations dont peuvent dépendre l'investissement.

L'Organisation, comme un chef d'orchestre, régit et harmonise les trois secteurs structurels qui ont chacun leurs contraintes. Elle leur alloue des moyens en révisant les paramétrages qui permettent la création de clusters.

7.1 - La politique algorithmique

La notion de critères constitutifs de la valeur est d'une grande importance, car il s'agit, en ajoutant ou retirant des critères, de faire varier démocratiquement la valeur des objets. Cette activité, ainsi que celle qui consiste à paramétrer les systèmes de notation, relève de la politique algorithmique.

Il est notamment possible de lancer des simulations sur l'existant pour voir immédiatement l'impact de certains systèmes de notation, et ainsi permettre de légiférer sur des paramétrages.

8 - Bilan

De cet ensemble, ce "système" composé de pôles d'activités, de règles

et de définitions, il résulte principalement trois effets :

- La garantie sa propre pérennité en étant responsable d'assumer la satisfaction des besoins vitaux de tous.
- Une gestion socialisée des richesses, orientée vers des buts définis.
- Une souplesse structurelle puisque n'importe quelle industrie peut être créée ou arrêtée sans ne causer aucun dommage au reste du système, étant donné que la justification de ces industries se loge un cran au-dessus (de leur intérêt personnel) : au niveau de l'économie d'échelle, dont chacun profite.

8.1 - Quelques conséquences attendues

Les combats de chaque jour contre le système capitaliste portent souvent sur "la moindre des choses exprimables publiquement", et les considérations plus pointilleuses n'ont aucune chance de se faire connaître. Fixés comme des buts très variables et sans liens entre eux, ils sont difficiles à atteindre. Le fait de concevoir un système "*from scratch*" permet de remédier par avance à un bien plus grand nombre de considérations.

En effet, les critères constitutifs de la valeur ont la liberté de se multiplier à l'infini, laissant la liberté aux cas les plus exceptionnels de demander à être pris en considération.

En définitive, ce qui permet de dire si un système social est correct, et donc viable, est le sentiment de justice qu'il est capable de générer, et finalement le constat (ou non) de ce qu'il rend possible le respect des droits de l'homme.

8.1.1 - Justice sociale

Il apparaît, en faisant que les rémunérations soient légiférées de façon globale, comparative, en utilisant peut-être des barèmes, que personne, absolument personne ne peut se retrouver affublé d'une immense richesse ou bien d'aucune. Ce point une fois résolu déleste l'humanité de l'angoisse du lendemain, qui est la cause de tendances psychosociales destructrices telles que le vol, la guerre, l'arnaque perpétuelle... Une civilisation se définit par la confiance qu'on peut avoir en un inconnu. Et c'est au système social que revient le rôle de garantir cela.

8.1.2 - La sociométrie

Dans un tel cadre, la sociométrie, on l'a vu, est très importante. Si

aujourd'hui elle effraie c'est en raison des mésusages auxquels on peut légitimement s'attendre. Pourtant, ce qui est un Big Brother menaçant les libertés dans un système prédateur, devient, dans un système qualitatif, une source de données permettant de veiller au bien de chacun.

Les industries existantes sont de facto celles qui sont jugées désirables pour le développement global, en incluant toutes les données recueillies. Le travail de chacun est utile pour tous et principalement, hormis les limitations évidentes, le régime est celui de la gratuité (ou "gratuité-surveillée").

Il faut bien comprendre que c'est la sociométrie la matière-première la plus importante pour garantir le recherche d'une économie d'échelle. Et finalement, l'efficacité du système social, en terme de rendement [rapport entre énergie dépensée et richesses produites] ne peut être prouvée que par la sociométrie.

8.1.3 - Les biens immatériels

Les données, informations, œuvres numériques, connaissances scientifiques sont entièrement libres et gratuites. Ce qui compte pour les œuvres est seulement de connaître leur popularité. La musique, la culture, l'information ont tout intérêt à circuler le plus librement possible, afin précisément d'acquérir une valeur, qui se répercute sur l'investissement octroyé et sur les revenus des producteurs.

Après tout, comme je l'ai dit, c'est le peuple lui-même qui décide de l'usage de ses ressources. De même, maintenant, il peut décider de son activité, et vivre de son intellect.

Note en passant : à bas les CD-Roms ! Ces supports en plastiques auraient dû être abolis depuis longtemps, (bien avant les coton-tiges !).

8.1.4 - La robotisation et le gain de productivité

Une robotisation est vécue comme une libération de temps de travail. Le calcul est vite fait, le prix des produits baisse, leur quantité et leur qualité augmente, et la quantité de travail à fournir diminue. Conclusion logique : le système s'enrichit.

8.1.5 - Le progrès énergétique

L'invention d'une source d'énergie gratuite, rendant caduque toutes les installations pétrolières, se verrait affecter un coût égal au prix actuel de l'énergie, en y ajoutant celui du démantèlement des anciennes structures.

Si le calcul à long terme justifie l'opération, elle peut être décidée. (Et elle le sera un jour, c'est certain.)

8.1.6 - La vie sociale

Dans ce genre de société, où tout le monde travaille pour tous, les distinctions sociales relèvent de systèmes de notation qui sont formels ou informels. On pense à l'expérience professionnelle, les innovations accomplies, les découvertes scientifiques, l'économie d'échelle qui a été obtenue, ou même simplement la popularité, ou encore même prime spéciale pour avoir risqué sa vie. Elles prennent forme de droit d'accès aux biens rares. Ce qu'on veut c'est, en créant de belles situations personnelles, montrer de bons exemples aux jeunes.

8.1.7 - L'économie recherchée

Enfin, étant donné qu'on a automatisé de façon centralisée toute l'économie d'un pays, en laissant sur les terminaux les informations permettant à chacun de faire sa propre gestion, il n'y a plus de banques, d'assurances, de finance, de commerce à proprement parler ("Achetez mon poisson, il est bon mon poisson !" existera toujours), et le temps de travail n'excède pas quatre demi-journées par semaine.

8.1.8 - Le commerce

L'avantage sidérant de centraliser l'information est de faire que les clients et les producteurs puissent se trouver et se choisir mutuellement, sans avoir à passer par des campagnes publicitaires. Cela aussi, c'est un peu la moindre des choses, les commerçants et leurs activités devraient être recensés de façon être trouvés facilement, et même proposés automatiquement à des clients potentiels. Ce qu'une simple procédure informatique peut faire, devrait automatiquement profiter à tout le monde.

8.1.9 - La liberté

On a créé, avec l'exemple des relations d'indépendance respectueuse entre les principaux pôles que sont l'organisation, les comités et les entreprises, un contexte dans lequel les zones d'influence entre les entités sont clairement définies.

Ceci est primordial dans l'entente entre les pays et les personnes. C'est sur ce principe que se justifie le droit à l'autodétermination. Ici, il est

effectif entre secteurs structurels, entre les entreprises (en rompant leur dépendance), et par incidence, entre les entreprises et les travailleurs. C'est une conséquence de ce qu'on nomme l'engrenage culturel.

Il en résulte que l'employé est libre et responsable de ses actes, de ses choix et de ses méthodes, non pas aux yeux de l'entreprise elle-même, mais aux yeux de la société dans son ensemble. Il jouit d'une plus grande liberté créative car il se sent impliqué. En terme général les travaux laborieux, répétitifs ou harassants seront les premiers à être robotisés. La jouissance de la liberté ne provient-elle pas d'un plus grand sens des responsabilités ?

Et la qualité du travail, n'est-elle pas providentiellement plus élevée quand on bénéficie d'une réelle liberté ?

8.1.10 - Le phénomène de gratuité

Les relations entre les consommateurs et les producteurs sont celles qui régissent une forme calculée de gratuité. Quand un droit d'accès est donné pour un bien ou un service, l'un comme l'autre peuvent considérer sans trop se tromper que cette transaction est justifiée : le vendeur en étant certain du bon usage de ce qu'il produit, et l'acheteur en étant reconnaissant au producteur pour la qualité de ses produits.

C'est vraiment très important pour un producteur de s'assurer qu'il n'est pas payé avec un argent sale, car dès lors, il se rend complice des crimes commis pour l'obtenir.

C'est le seul fait que ces produits aient répondu à un besoin qui a de l'importance pour le système de notation, qui ensuite peut accorder des moyens plus importants. Au final c'est exactement ce que rêvait de faire le capitalisme d'à ses débuts alors pourtant qu'il n'avait formalisé aucune mécanique pour obtenir ce résultat.

Et la principale différence, enfin, se situe au niveau psychologique, puisqu'une acquisition ne revient pas exactement à un achat dans la mesure où, dans le capitalisme, une fois l'achat accompli, "plus personne ne doit rien à personne". Ici, dans un système de simili-gratuité, enrichi par le travail de chacun, la relation qui subsiste après une acquisition est celle de la reconnaissance, comme si on était dans le cadre d'une réelle gratuité.

C'est à dire que les relations humaines dépendent du système social.

8.1.11 - Les inactifs et l'héritage

Dès le décès, tous les biens privés (qui ne sont pas gardés) sont remis

à la propriété publique (réutilisés, détruits ou gardés dans des musées). Le système prend en charge aussi bien les actifs que les inactifs, et concède des droits spécifiques aux retraités, aux enfants et aux handicapés.

De ce fait aucun enfant n'est dépendant de ses parents pour répondre à ses besoins, ni aucun vieux n'est une charge pour les siens.

Faire des études est considéré comme une activité professionnelle.

9 - Résumé

Un circuit monétaire consiste en une justification de la circulation des biens.

Trois circuits distincts permettent de garantir que la jonction entre les échelles de conséquences se fasse par le biais de décisions rationnelles.

Le circuit GREEN est celui des biens d'investissement ou irrationnels. Il utilise une monnaie qui relate les richesses qui sont créées par l'usage de biens de production. Les ressources naturelles (agricoles ou fossiles) n'ont aucune valeur intrinsèque, seulement celle des installations nécessaires à leur extraction, conditionnement, traitement et acheminement. Toutes les valeurs GREEN créées subsistent et s'accumulent dans le système jusqu'à leur destruction ou recyclage.

Le circuit BLUE est celui qui justifie l'emploi. Un Organisme affecte des droits, qui s'expriment en terme de puissance des droits. Les ressources humaines auxquelles on accède avec ces droits sont celles qui sont disponibles, avec un volume maximal défini pour chaque activité en fonction de paramètres globaux, avec une latitude de sorte à promouvoir l'investissement personnel dans un projet qui n'a pas fait ses preuves.

Le circuit RED est la monnaie courante, celles des biens rationnels, qui est retirée du calcul global au moment de l'acquisition (sur le principe d'une monnaie destructive). Si un bien veut être remis en circulation, il doit passer par l'étape qui consiste à faire d'un bien privé une ressource publique, pour que le système voie le meilleur usage qu'il peut en faire.

10 - De l'idée à la réalité

Un tel système devra vivre en milieu hostile, cerné par un système prédateur.

Le but sera de combler ses failles et ses lacunes.

Il peut prendre forme d'une économie circulaire joliment administrée ou d'une coopérative d'activités complémentaires.

Selon l'intérêt qu'il présente, le système pourra s'étendre naturellement. Le principe de structuration et de régissemment centralisé convient aussi très bien à petite échelle. La formidable "IA" qui détermine, à la place des gens, la valeur des choses, peut très bien tenir sur un simple petit serveur.

Dans une phase précoce, il n'y a pas encore les automatismes qui ensuite produisent des résultats instantanés. A défaut, ce sont des estimations qui font ce travail.

Si on devait résumer le cœur de ce système de façon à en faire une synthèse maximale, et racontable :) il s'agit seulement de retenir le concept de valeur qui est constitué de critères, qui peuvent concerner autant de considérations qu'on veut.

C'est exactement ce qu'on fait quand on essaie de choisir un produit parmi plusieurs autres de même prix, on compare les caractéristiques. C'est de cette manière que fonctionnera la logiciel, en procédant à des comparaisons pour en établir la valeur. Le paramétrage permettant d'obtenir différents scores pour évaluer un même objet relève de l'humain, qui peut décider de l'importance qu'il accorde aux caractéristiques.

Finalement tout cet attirail "systémique", consiste à donner une définition tangible et rationnelle à ce qui, jusqu'ici, n'a existé que sous forme de valeur monétaire, de façon très approximative et sans réelle capacité à discerner ou contrôler tout ce qui le compose.

11 - Conclusion

Je suis conscient que cette lecture puisse paraître farfelue à la plupart des gens. La construction de règles du jeu est un art qui fait intervenir quatre axes de considérations : les principes, les articulations, les pièces mobiles et le but à atteindre. A chaque étape il s'agit de rendre obsolètes de très nombreuses critiques qui sont faites au système capitaliste, voire d'en découvrir de nouvelles. Il y en a peut-être des critiques à faire à ce système, mais il en faudrait beaucoup, je pense, pour équivaloir toutes les incuries d'un système impensé, modelé au gré des intérêts contradictoires des puissants tout au long de l'histoire, qu'est le capitalisme.

Quand on a un tel système en tête, ou au moins ses préceptes, ou

(encore moins) juste l'idée qu'il n'est pas utopique de penser à un concevoir système social de A à Z, c'est toute la somme des exemples quotidiens de guerres, de catastrophes, et de mauvaises nouvelles qui n'auraient jamais lieu d'être si on vivait dans un tel système social.

Pensez-donc ! On a aboli les privilèges ! La valeur de toute chose se mesure à son utilité du point de vue de l'efficacité économique et du respect de ses contraintes, qui consistent à faire que les humains puissent vivre sans s'inquiéter du lendemain, et se consacrer à ce dans quoi ils sont les meilleurs. On a largement les moyens de le faire !

Il n'y a rien de véritablement nouveau dans ce qui est proposé, tout existe déjà à un stade d'avancement ou un autre. Mieux, ceci aurait pu déjà exister, par exemple si le chemin évolutif poursuivi par la civilisation s'était un peu mieux obstiné à rester sur la voie qui consiste à faire de l'état un pouvoir public au service des citoyens, et dont la France fut longtemps le phare de lance dans le monde, qui enviait son système social. En reniant le service social et en privatisant les biens publics, on a perdu sur tous les tableaux. Mais ce qui a été défait peut être refait, et même, on peut le refaire en mieux.

L'esprit humain accorde plus d'intérêt pour les solutions les plus faciles à mettre en œuvre, aussi l'acte de présenter tout un projet comme celui-là peut-il être considéré comme irrationnel. Mais au fond il ne change rien aux activités courantes, il ne fait que changer la structuration de ce qui existe déjà, dans le plus grand respect des lois de l'alchimie :) On ne crée rien, on transforme, on restructure, on réorganise, et on planifie l'existant. Toute la mutation a lieu dans la sphère organisationnelle et psychologique. Ce n'est qu'une question de connaissance, ce n'est qu'une règle du jeu.

Et pour ce qui est des formidables miracles technologiques dont j'ai parlé, ils existent déjà, et même, ils ne sont pas utilisés à bon escient. Il ne s'agit que de se réapproprier des "biens de production". En définitive, la technologie n'est jamais un obstacle quand on veut vraiment obtenir un résultat.

11.1 - Attention

Je revendique la paternité des idées exposées ici et je désapprouve, et déconseille vivement qu'elles soient exploitées au sein du système capitaliste. Les différents points qui sont présentés sont faits et conçus pour aller ensemble, pour "faire système".

11.2 - Ce qu'il faut retenir

Dans tout système, il y a ce qui est inéluctable, ce qui relève des processus, ce qui mérite d'être développé et ce qui l'est inutilement. Notons ici ce qui est inéluctable dans la recherche d'une refonte du système social sur des bases saines :

L'infrastructure :

- Les ressources naturelles, les biens de production, et les machines relèvent du bien public.
- Les revenus procèdent d'un calcul global et sont centralisés et uniformisés.
- Les activités humaines sont classées en secteurs structurels qui permettent d'articuler correctement le court-terme et le long terme.

Les pièces mobiles du jeu :

- Ce qui fait la valeur est déterminé par les objectifs concrets à court terme et à long terme, tels que la qualité et la pérennité.
- Les moyens d'agir procèdent du droit.
- Le calcul des valeurs dépend de la politique algorithmique.

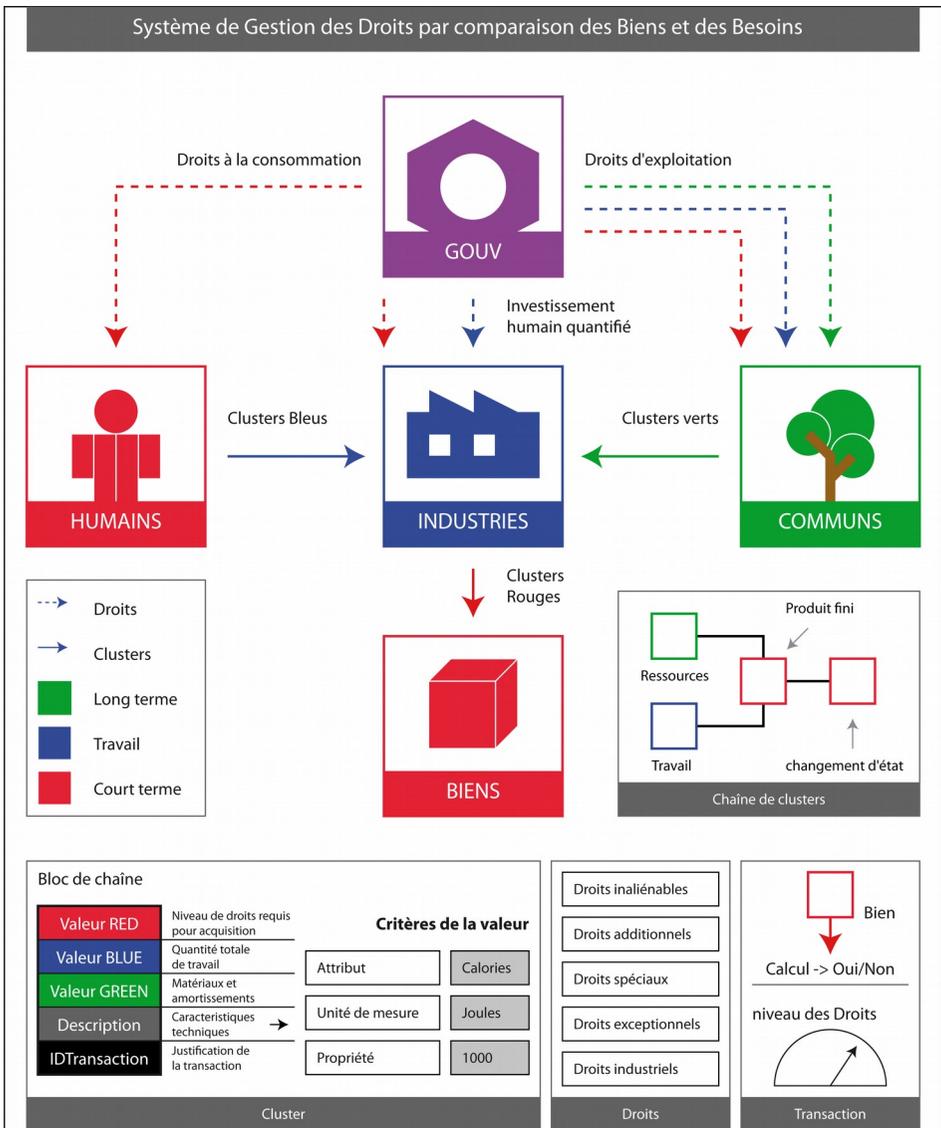
Les conséquences attendues :

- Le but est de procéder à une économie d'échelle substantielle.
- Le niveau de vie est homogène.
- Le système a tout intérêt à produire l'abondance, la gratuité, et la qualité.

Les procédures :

- L'ensemble des activités est tracée et suivie.
- La valeur des biens est le fruit d'un calcul basé sur des paramétrages publics.
- les transactions sont le résultat de la consommation de droits légaux et légitimes.
- La notion d'amortissement relève d'un calcul a posteriori.

12 - schéma



13 - Petit mot de l'auteur

Je suis est ingénieur logiciel depuis 20 ans. Concepteur de systèmes d'information, j'ai très vite vu le potentiel philosophique de l'étude des systèmes, et répertorié toute une ontologie des lois qui les régissent. Comme les mathématiques ou la science, l'étude des systèmes revient très exactement à une expérimentation avec les lois inflexibles de l'univers. Cet enseignement invite à interroger les fonctionnements psychiques qui tendent à avoir des comportements par défaut qui soient les moins contre-productifs possible et à des supplanter par une réelle capacité, qui doit s'acquérir, à sonder le « Comment ça marche » qu'il y a en toutes choses.

Ah oui et aussi, quitte à laisser un petit mot au monde, j'aimerais dire que la peur est un sous-produit d'une prévision de la complexité qui est renchérie par une tendance morbide à l'abandon. Quand quelque chose vous fait peur, ou que vous êtes devant un chantier dantesque, l'esprit humain peut toujours en venir à bout, et le secret pour cela est la maîtrise du temps. Pour gagner du temps il faut se donner la peine d'explorer toutes les issues, les possibilités, les incidences, etc. et prendre le temps de s'assurer qu'on agit bien de façon rationnelle. La patience et la minutie sont les clefs du gain de temps. Et quand vous avez tout votre temps, vous ne craignez rien.

La Société-Réseau

<https://www.amazon.fr/dp/1549765701>

Auteur : Davy Hoyau

Titre : Infrastructure logicielle d'un système social

Sous-titre : Propositions structurelles et mécaniques

Note : Synthèse globale des études sur l'ingénierie systémique

Taille du livre : 13659 mots, 44 pages

Date de publication : nov. 2019

Site : <http://socialnetwork.ovh/@utopia>